MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 26 novembre 2026

L'inflation se rapproche de la borne haute de la cible de Banxico, à +3,96 % à la mi-novembre.

LE CHIFFRE A RETENIR

+3,96 %

INPC g.a.
1e quinzaine novembre 2026
INEGI

À son plus haut niveau depuis mai 2026, quand elle dépassait encore la fourchette cible (3 % ± 1 point), l'inflation poursuit sa hausse après +3,75 % sur le mois d'octobre.

Cette accélération tient surtout à la composante non sous-jacente, qui s'établit à +4,9 % g.a. (+3,6 % en octobre). Elle est principalement liée à la poursuite de la hausse du prix de l'électricité à +20,7 % (après +18,5 % en octobre), avec la fin des tarifs subventionnés dans 11 villes du nord du pays. Les prix des fruits et légumes à +20,0 % (après +13,2 %) continuent également de tirer à la hausse les composantes volatiles.

À l'inverse, l'inflation sous-jacente ralentit à +3,7 % g.a. (après +3,8 % en octobre), sous l'effet de facteurs temporaires, notamment les remises du *Buen Fin* sur les biens non alimentaires plus importantes qu'en 2025 (-0,46 % contre -0,19 %). Dans ce contexte, les anticipations d'inflation augmentent légèrement selon le consensus de Citi, avec une inflation désormais attendue à +3,96 % en fin d'année.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La France et le Mexique poursuivent l'approfondissement de leur coopération économique à l'occasion du quatrième Dialogue économique et financier de haut niveau (DEFHN). Le 20 novembre, le directeur général du Trésor, Bertrand Dumont, s'est rendu à Mexico pour coprésider ce dialogue aux côtés de María del Carmen Bonilla Rodríguez, vice-ministre des Finances et du Crédit public, et de María Teresa Mercado, vice-ministre des Relations extérieures. Les échanges se sont articulés autour de trois grands axes : les situations et perspectives économiques respectives des deux pays, les déséquilibres mondiaux et les enjeux commerciaux, ainsi que la coopération économique bilatérale. Lors de son déplacement, le directeur général du Trésor s'est également entretenu avec Ximena Escobedo Juárez, vice-ministre de l'Industrie, afin d'identifier de nouvelles opportunités de coopération dans le cadre du *Plan México*. Ce dialogue a permis d'approfondir les échanges économiques bilatéraux, dans la continuité de la visite du président de la République au Mexique en 2025, puis de celle de Nicolas Forissier, ministre délégué chargé du Commerce extérieur et de l'Attractivité, en septembre dernier.

Les investissements directs étrangers au Mexique atteignent un niveau record de 43,1 Md USD sur les neuf premiers mois de 2026, malgré un recul marqué des nouveaux investissements. Selon les données du ministère de l'Économie, les flux d'IDE ont progressé de +5,3 % sur la période, avec une hausse de +22,3 % en g.a. au seul T3 (8,1 Md USD). Cette progression repose sur le réinvestissement des bénéfices des entreprises étrangères déjà implantées dans le pays (35,0 Md USD, +26 %), qui représente 81,2 % des flux. À l'inverse, les nouveaux investissements reculent de 42,1 % à 3,8 Md USD (8,8 % du total), tandis que les flux financiers intragroupes diminuent de 34,6 %. L'industrie manufacturière demeure le premier secteur destinataire des IDE (44,6 % du total, +26,6 % en g.a.) et se distingue par une hausse des nouveaux investissements (+58,8 %), portée notamment par la fabrication de matériels de transport, d'équipements informatiques et de composants électroniques. Les services financiers et d'assurance concentrent 24,7 % des flux. Les États-Unis restent le premier pays d'origine des IDE (44,9 %), devant l'Espagne (14,4 %) et l'Allemagne (6,7 %). Sur le plan géographique, la ville de Mexico concentre 45,5 % des flux d'IDE, devant les États du Nuevo León (10,3 %), du Jalisco (6,3 %), de Basse-Californie (5,5 %) et de Puebla (4,1 %). Ces cinq entités fédérées concentrent à elles seules 71,6 % des flux d'IDE.

Le Mexique échappe, à ce stade, aux nouveaux droits de douane envisagés par les États-Unis au titre des surcapacités industrielles. Le 25 novembre, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a proposé l'instauration de droits de douane compris entre 15 % et 35 % à l'encontre de 14 économies, dont la Chine, le Vietnam, l'Union européenne et le Japon. Ces mesures font suite aux enquêtes ouvertes le 11 mars dernier au titre de la section 301 de la loi américaine sur le commerce de 1974, portant sur les politiques et pratiques contribuant aux surcapacités de production manufacturière et considérées comme préjudiciables au commerce américain. Le Mexique et la Norvège, également visés par ces enquêtes, font l'objet de décisions encore en suspens, sans calendrier annoncé. Lors des auditions de l'USTR, les autorités mexicaines ont contesté l'existence de surcapacités. Elles ont notamment souligné un taux d'utilisation des capacités de production manufacturière proche de 80 % et des décisions d'investissement et de production relevant des entreprises en fonction de la demande. La proposition américaine est soumise à consultation publique jusqu'au 5 janvier 2027, avant l'ouverture des auditions le 25 janvier. Aucune date d'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane n'a été annoncée.

Sectoriel

Pour faire face au risque de déficit de production, le gouvernement mexicain a identifié 61 Md USD d'investissements sur l'ensemble de la chaîne électrique d'ici 2030. Annoncé lors de la réunion annuelle des industriels de la confédération des chambres industrielles du Mexique (*Concamin*), les 23 et 24 novembre derniers, ces projets prévoient d'être amortis sur une période 18 à 30 ans. La répartition entre financements publics et privés n'a pas été précisée. Le réseau de transport d'électricité à haute tension devrait concentrer une part importante de l'effort public. D'après la compagnie publique d'électricité (CFE), l'État prévoit d'y consacrer environ 11,45 Md USD, en comptant les ouvrages achevés et les appels d'offres en cours. C'est plus que les 8,2 Md USD annoncés en mai dans le plan de renforcement et d'expansion du système électrique national 2025-2030. Les 189 projets lancés à ce jour ajouteront 10 475 km-circuit de lignes de transport d'électricité, soit une extension de 10 % du réseau national. Sur le réseau de distribution, qui achemine l'électricité jusqu'aux usagers, la CFE aura investi 610 M USD en 2026 et construit 17 nouveaux postes, soit 1 150 MW de capacité supplémentaire. José Antonio Rojas Nieto, vice-ministre de l'Électricité au ministère de l'Énergie (Sener), a rappelé lors de l'événement que les projets de transition énergétique du pays doivent reposer sur cinq conditions : viabilité financière, capacité technologique, continuité des politiques publiques, cohérence réglementaire et accords sociaux.

Finances publiques

Avec la baisse des cours du pétrole, le gouvernement mexicain amorce le retrait de ses aides aux carburants. Ces aides passent par un allégement de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS), prélevée sur chaque litre de carburant. En 2026, il est de 6,70 MXN/l pour l'essence classique (Magna), 5,66 MXN/l pour la Premium et 7,36 MXN/l pour le diesel. Lors de la semaine du 21 au 27 novembre, le ministère des finances (SHCP) a supprimé l'intégralité du stimulus fiscal sur l'essence classique (Magna), une première depuis mars, et réduit l'aide sur le diesel. Sur les neuf premiers mois de l'année, ce dispositif a fait baisser de 9,2 % en termes réels les recettes d'IEPS sur les carburants, soit 860 M EUR[1] de moins qu'en 2025 en valeur nominale. Les automobilistes paient désormais l'IEPS en entier pour l'essence classique (Magna) et pour le Premium. Le diesel reste le seul carburant à bénéficier d'un allègement. Son stimulus passe de 100 % à 89,2 % de l'IEPS (6,57 MXN/l) et il ne reçoit plus la subvention complémentaire versée depuis la mi-septembre. Les transporteurs paient donc 0,80 MXN/l d'impôt. Cette décision suit trois semaines consécutives de recul des cours internationaux depuis début novembre, permises par le retour des flux de brut par le détroit d'Ormuz. Les prix à la pompe restent par ailleurs contenus par les plafonds négociés avec les distributeurs : le 22 novembre, la Magna se vendait 23,70 MXN/l, exactement au plafond, et le diesel 26,98 MXN/l, juste sous son plafond de 27 MXN/l. Selon les données de la SHCP, l'IEPS sur les carburants a rapporté 14 Md EUR de janvier à septembre.

[1] 1 EUR = 21,56 MXN

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	25/11/2026
Bourse (S&P/BMV IPC)	+3,2%	+12,9%	71 372 points
Change MXN/USD	+5,5%	+6,9%	19,70
Change MXN/EUR	+5,3%	+1,5%	21,56
Prix du baril mexicain	+4,3%	+47,3%	81,58

Source : Banxico, Indicadores Diarios de la Bolsa Mexicana de Valores, Tipos de cambio diarios, Precio de la mezcla mexicana de petróleo.

Amérique centrale

Bélize

Le groupe Santander prévoit d'investir 20 M USD dans la *Caribbean Sugar Refinery*, une nouvelle installation destinée à transformer le sucre brut produit au Belize en sucre blanc pour les marchés régionaux. Selon le Premier ministre John Briceño, le projet doit renforcer la valeur ajoutée locale et la compétitivité de la filière, tout en créant de nouveaux débouchés pour les producteurs de canne à sucre et les fabricants. Le gouvernement entend notamment promouvoir l'achat de sucre raffiné bélizien auprès des pays membres de la CARICOM.

Costa Rica

L'agence de notation Fitch Ratings a relevé la note souveraine du Costa Rica de BB à BB+, assortie d'une perspective stable, soit à un cran de la catégorie investissement (investment grade). L'agence souligne que les entrées d'investissements directs étrangers (7 % du PIB en 2026) devraient largement couvrir le déficit courant prévu à 1,6 % du PIB. Ces flux ont aussi contribué à porter les réserves internationales au-delà de 20,4 Md USD (soit 5,1 mois d'importations). Fitch prévoit une croissance de +3,2 % en 2026 et de +3,3 % en 2027. Les recettes fiscales restent cependant fragiles et le déficit public risque d'atteindre 3,9 % du PIB en 2026. L'accès à la catégorie investissement permettrait au Costa Rica d'élargir sa base d'investisseurs, notamment aux fonds dont le mandat exclut les titres spéculatifs, et pourrait réduire son coût d'emprunt sur les marchés internationaux.

L'Institut costaricien des eaux et de l'assainissement (AyA) prévoit d'engager en 2027 les travaux du projet d'approvisionnement en eau potable Orosi II, dont la mise en service est désormais envisagée en 2030. La présidente exécutive de l'AyA, Lourdes Sáurez, a annoncé une réorganisation du portefeuille d'investissements de l'institution, privilégiant le projet Orosi II au détriment de plusieurs des 39 projets initialement inscrits au Programme d'approvisionnement en eau de la grande région métropolitaine (PAGRAM). Orosi II représenterait un investissement initial de 547 M USD. La majorité des terrains nécessaires ont été acquis et le financement a été approuvé. Les appels d'offres pour la conception et la construction n'ont pas encore été lancés.

El Salvador

À fin septembre 2026, les dépôts dans les banques privées salvadoriennes atteignaient 21,8 Md USD, en hausse de +12,1 % sur un an, tandis que l'encours total des crédits progressait de +11,4 %, à 19 Md USD. La croissance du crédit est notamment portée par les prêts aux entreprises (+15 %), dont l'encours s'élève à 9,7 Md USD, ainsi que par les crédits aux particuliers (+7,1 %). Les actifs totaux des banques privées ont, quant à eux, augmenté de +10,2 % sur un an, pour atteindre 27,2 Md USD.

Guatemala

Le Congrès guatémaltèque a adopté le 25 novembre, selon la procédure d'urgence nationale, le budget de l'État pour 2027, fixé à 20,6 Md EUR[2], soit plus de 10% (2,4 Md EUR) de moins que les 22,9 Md EUR proposés initialement par le gouvernement. Le texte prévoit notamment une enveloppe supplémentaire de 840 M EUR en faveur des conseils départementaux de développement (*CODEDES*), tandis que les crédits alloués à l'éducation, à la santé et à l'environnement diminuent par rapport au budget 2026. L'adoption, intervenue après une procédure accélérée et plus de 20 amendements, a suscité des critiques de députés concernant le manque de transparence et l'utilisation potentielle des fonds des *CODEDES* à des fins électorales, à l'approche des élections de 2027.

Les dépenses publiques consacrées à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Guatemala ont atteint 3,3 Md EUR entre janvier 2024 et octobre 2026, soit une hausse de +72 % par rapport à la même période de 2020-2022. Coordonnées dans le cadre du Plan opérationnel annuel de sécurité alimentaire et nutritionnelle, ces dépenses couvrent notamment l'alimentation scolaire, la santé, la protection sociale et la production agricole. Le ministère de l'Éducation concentre la part la plus importante des dépenses exécutées, avec 1,2 Md EUR, principalement au titre du programme d'alimentation scolaire. Plusieurs experts soulignent néanmoins la nécessité d'améliorer la qualité des dépenses et d'évaluer leur impact concret sur la malnutrition.

Honduras

La filière crevetticole hondurienne traverse une grave crise, avec 207 exploitations fermées et près de 14 000 emplois perdus, principalement dans le sud du pays. Les

[2] 1 EUR = 8,38 GTQ

producteurs attribuent ces difficultés à la perte du marché taïwanais, à l'absence de débouchés alternatifs suffisants, aux contraintes de financement et aux conditions climatiques défavorables (sécheresse, températures élevées et hausse de la salinité de l'eau). Ils appellent les autorités à faciliter l'accès au crédit et à favoriser l'ouverture de nouveaux marchés internationaux afin de relancer la production.

Nicaragua

Le budget 2027 du Nicaragua, approuvé en première lecture par l'Assemblée nationale le 17 novembre, prévoit un recours accru aux recettes fiscales pour financer les infrastructures, dans un contexte de diminution des financements extérieurs. Ces derniers devraient atteindre 214,7 M USD, soit 13,3 M USD de moins que le montant inscrit au budget 2026, notamment en raison du recul des dons. Parmi les principaux investissements figure la première phase du port en eaux profondes de Bluefields, dont le coût est estimé à 353 M USD et pour laquelle 65,2 M USD sont prévus en 2027, financés sur ressources du Trésor.

Panama

***Minera Panama* a accepté les cinq conditions fixées par le gouvernement panaméen concernant l'avenir de la mine de cuivre**. Dès la première réunion de négociation avec la commission interministérielle chargée du dossier, le 23 novembre, la filiale du groupe canadien *First Quantum* a accepté les conditions du gouvernements (exigences environnementales et propriété des ressources notamment). Pour rappel, le gouvernement souhaite relancer temporairement la mine pour financer, grâce aux recettes d'exploitation, la fermeture définitive du site sur un horizon de 17 à 19 ans. Toute reprise serait conditionnée à l'abandon des procédures d'arbitrage international engagées contre l'Etat panaméen. La population devra être consultée avant que les autorités ne se prononcent sur une éventuelle reprise de l'exploitation.

La *Contraloría General de la República* a déposé plainte auprès du parquet panaméen contre *Panama Ports Company* (PPC) et d'anciens responsables de l'Autorité maritime du Panama (AMP). Selon la *Contraloría*, l'Etat (qui détient 10 % du capital de PPC) n'aurait perçu que 8 M USD de dividendes entre 2000 et 2020. En mai 2021, PPC aurait donc versé 83 M USD au titre des arriérés de dividendes, mais sans toutefois régler les intérêts de retard correspondants, selon la Contraloría. Cette plainte intervient dans un contexte de contentieux international entre l'Etat panaméen et le groupe hongkongais CK Hutchison, maison mère de PPC.

Caraïbes

Cuba

Cuba renforce ses capacités de stockage d'énergie solaire dans un contexte d'aggravation de la crise énergétique. Deux nouveaux systèmes de stockage par batteries, d'une capacité de 50 MW chacun, pourraient entrer en service à Cuba avant la fin de 2026, à La Havane et dans la province de Holguín. Ils viendraient s'ajouter à celui déjà opérationnel à El Cotorro, portant à 150 MW la capacité totale de stockage du pays. Un quatrième système est en cours d'installation à Bayamo, avec une mise en service prévue début 2027. Ces quatre installations s'inscrivent dans le programme de développement des parcs solaires mené par Cuba avec la coopération de la Chine. Leur mise en service intervient dans un contexte d'aggravation de la crise énergétique, marqué par les difficultés d'approvisionnement en pétrole et les problèmes persistants du parc électrique national.

Dominique

La Dominique cherche à mobiliser des financements internationaux pour un nouveau port de fret à Canefield et des capitaux privés étrangers pour un complexe de croisière. Le Premier ministre Roosevelt Skerrit a annoncé que plusieurs partenaires internationaux (le Fonds saoudien pour le développement, l'Inde, la Chine, la Banque africaine d'import-export…) avaient manifesté leur intérêt pour le financement d'un nouveau port de fret dans la zone industrielle. Les Etats-Unis seraient également disposés à financer les études de faisabilité sous forme de subventions. Pour le complexe de croisière, le gouvernement entend s'appuyer exclusivement sur des investisseurs privés étrangers, sans recourir aux recettes du programme de citoyenneté par investissement (CBI). Le nouvel aéroport international est, lui, déjà en chantier. Les autorités visent l'achèvement des travaux au T1 2028 et espèrent y accueillir un premier vol transatlantique en août de la même année.

Haïti

Selon l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), la baisse de l'inflation se poursuit en Haïti, s'établissant à 16,2 % en octobre 2026, contre 16,4 % en septembre. Cette évolution prolonge la tendance observée depuis plusieurs mois, dans un contexte de ralentissement de la hausse des prix par rapport aux niveaux enregistrés en 2025. En revanche, l'inflation mensuelle a légèrement augmenté,

passant de 1,3% en septembre à 1,4% en octobre. L'indice des prix à la consommation (IPC base 100 en 2017-2018) est ainsi passé de 647,6 pts à 656,5 pts sur la période. La modération concerne plusieurs composantes du panier de consommation, notamment les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées. La hausse annuelle du prix de la viande est passée de 23,2 % à 22,6 %, celle du poisson frais de 23,2 % à 21,1 % et celle du hareng de 18,4 % à 16,7%. Des ralentissements sont également observés dans l'habillement et les chaussures, ainsi que dans les transports. En revanche, les prix continuent de progresser à des rythmes élevés pour certains postes essentiels. Les produits locaux enregistrent une inflation annuelle de 16,6 % contre 15,7% pour les produits importés. Si le ralentissement de l'inflation annuelle constitue un signal de modération des tensions sur les prix, il ne traduit pas pour autant une baisse du coût de la vie.

Jamaïque

La Banque de Jamaïque (BOJ) a relevé son taux directeur de 50 points de base, à 6,5 %, le 19 novembre. Cette deuxième hausse consécutive, après celle de septembre, intervient malgré un léger ralentissement de l'inflation en octobre (+8,2 % g.a., contre +8,6 % en septembre), qui demeure supérieure pour le cinquième mois consécutif à la cible de la banque centrale (5 % ± 1 pp). En effet, l'inflation sous-jacente a progressé à +5,4 % g.a., contre +5,3 % en septembre. Sous l'effet de la hausse des cours internationaux des matières premières, de l'augmentation des dépenses publiques liées à la reconstruction post-Melissa et des conséquences du phénomène El Niño sur la production agricole, la BOJ anticipe désormais un pic d'inflation au T1 2027 et un retour durable dans sa fourchette cible à la fin de l'année 2027.

République Dominicaine

Selon la Banque centrale dominicaine, les transferts de fonds reçus par le pays ont atteint 10,6 Md USD entre janvier et octobre 2026, en progression de +7,3 % g.a. (+720 M USD). Pour le seul mois d'octobre, la hausse est de +14,8 % g.a. Il s'agit du huitième mois consécutif au cours duquel les transferts dépassent le seuil du milliard de dollars. Les Etats-Unis demeurent de loin la principale origine des transferts, représentant 81,4 % des flux enregistrés en octobre (835,7 M USD). L'Espagne arrive en deuxième position avec 59,9 M USD (6,1 %) suivie de l'Italie (1,2 %), de la Suisse (1,1 %) et d'Haïti (1 %). La capitale concentre à elle seule 51,8 % des transferts reçus en octobre. Ces entrées de devises contribuent au renforcement de la position extérieure du pays et à la stabilité du peso dominicain, qui s'est apprécié de 4,5 % face au dollar entre décembre 2025 et octobre 2026. Les réserves internationales

atteignent parallèlement 15 Md USD in octobre, soit 10,4 % du PIB et l'équivalent de 5,3 mois d'importations. La BCRD anticipe désormais des transferts de l'ordre de 12,6 Md USD sur l'ensemble de 2026. Cette dynamique confirme le rôle structurel de la diaspora dans le financement de l'économie dominicaine, tout en soulignant la dépendance du pays à la conjoncture économique américaine.

D'après une étude d'impact socioéconomique menée par le cabinet Analytica pour l'Association des industries pharmaceutiques dominicaines (Infadomi), l'industrie pharmaceutique nationale a enregistré 549,7 M USD d'exportations en 2025, soit le double par rapport à 2014 (275,1 M USD). Le secteur représenterait désormais 17 625 emplois formels, contre 9 026 en 2015 et assurerait 64,4 % des ventes du marché pharmaceutique privé dominicain, estimé à ~1,3 Md USD en 2025. Ce dernier a progressé à un rythme annuel moyen de 7% au cours de la dernière décennie. Les Etats Unis constituent le premier débouché à l'exportation, absorbant 53,3 % des ventes. La part de l'Amérique latine dans les exportations du secteur a quant à elle sensiblement progressé, passant de 6,4 % en 2015 à 17,5 % en 2025, traduisant une diversification géographique progressive. Sur le plan de l'emploi, le salaire mensuel moyen du secteur atteignait 45 979 DOP en 2024, soit 36 % de plus que la moyenne de l'emploi formel national (33 790 DOP). La contribution fiscale de l'industrie a également augmenté, passant de 27,7 M USD en 2015 à 74,2 M USD en 2024. La fabrication pharmaceutique représente ainsi 0,4% du PIB et 0,57 % des recettes fiscales nationales. Au-delà de ses performances commerciales, le secteur génère des retombées sur plus de 30 branches d'activité, notamment la chimie, la plasturgie, la métallurgie et les services aux entreprises. En 2024, ses achats intermédiaires ont atteint ~1 Md USD. Infadomi identifie toutefois plusieurs axes de développement : i) la production de médicaments à plus forte valeur ajoutée et de plus grande complexité, ii) l'élargissement des débouchés internationaux et iii) le renforcement du cadre réglementaire afin d'attirer de nouveaux investissements. Ces orientations s'inscrivent dans les ambitions dominicaines de diversification productive et de montée en gamme industrielle, avec des perspectives de développement des capacités locales de production et d'intégration aux chaînes de valeur régionales.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

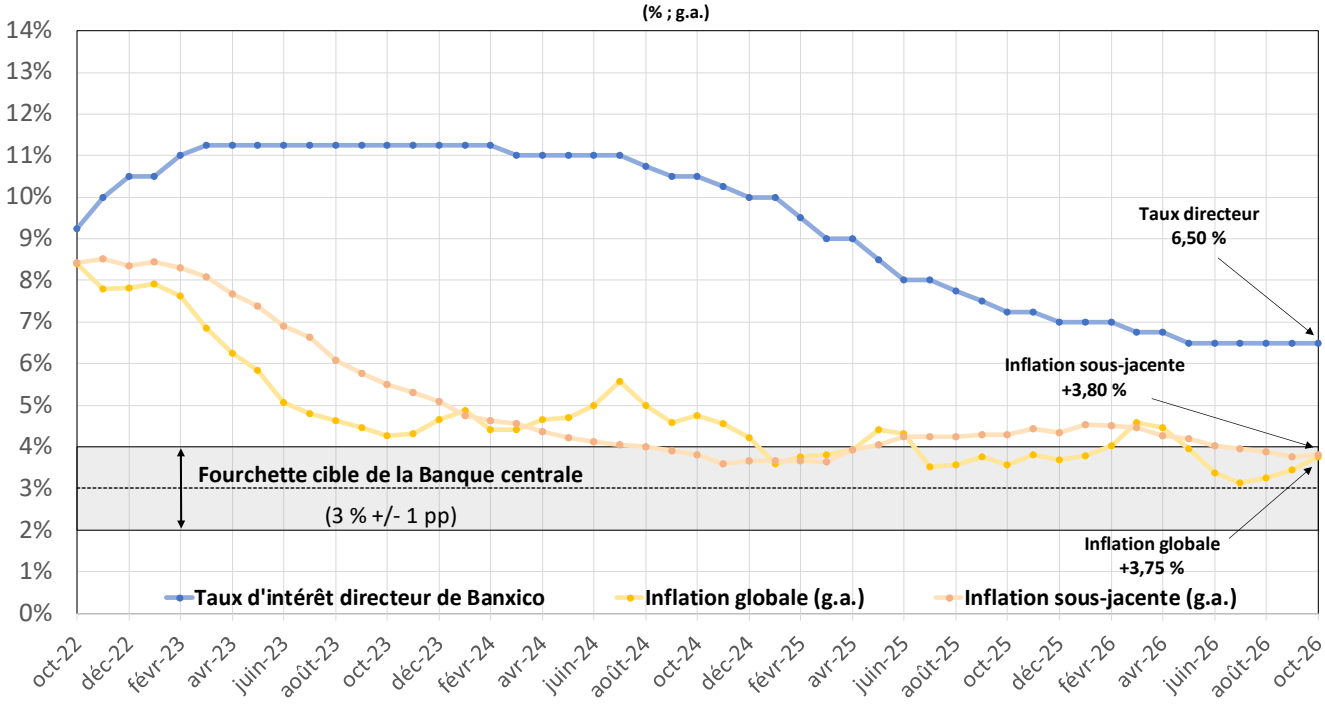
Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI)	Croissance du PIB 2024 (%, FMI)	Croissance du PIB 2025 (% , FMI)	Prévision FMI 2026 (% , prév FMI)	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 835,0	3,1%	1,5%	0,5%	1,5%	62,1%	3,8%	6,50%
Belize	0,4	3,3	0,5%	3,5%	2,6%	1,9%	64,6%	3,5%	2,25%
Costa Rica	5,4	102,9	4,8%	4,1%	4,6%	3,3%	61,8%	-0,8%	3,00%
Guatemala	18,9	123,3	3,5%	3,7%	4,3%	4,0%	27,5%	3,0%	3,50%
Honduras	11,2	39,6	3,6%	3,6%	4,9%	3,3,%	44,0%	5,6%	6,00%
Nicaragua	6,8	22,2	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	31,7%	3,5%	5,75%
El Salvador	6,4	36,7	3,4%	2,6%	3,9%	4,5%	85,0%	2,7%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,5%	21,5%	11,50%
Jamaïque	2,8	22,6	2,7%	-0,5%	0,1%	0,0%	64,3%	5,9%	6,50%
Panama	4,6	90,5	7,2%	2,7%	4,4%	5,0%	56,4%	1,8%	--
République Dominicaine	11	127,9	2,2%	5,0%	2,1%	4,6%	57,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11	25,3	3,2 % (EIU)	-0,6 % (EIU)	-5,0 % (EIU)	-7,2 % (EIU)	129,4 % (EIU)	40,0 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

- Annexe Graphique Mexique -

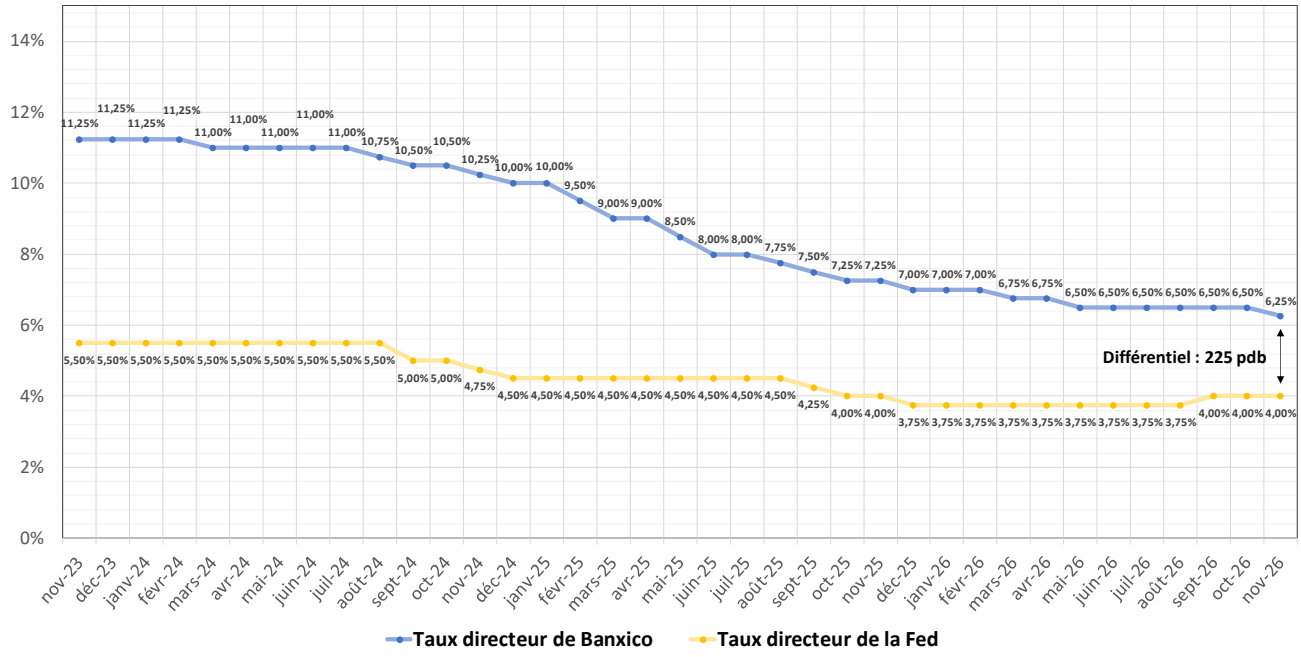
EVOLUTION DU TAUX DIRECTEUR ET DE L'INFLATION

(% ; g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

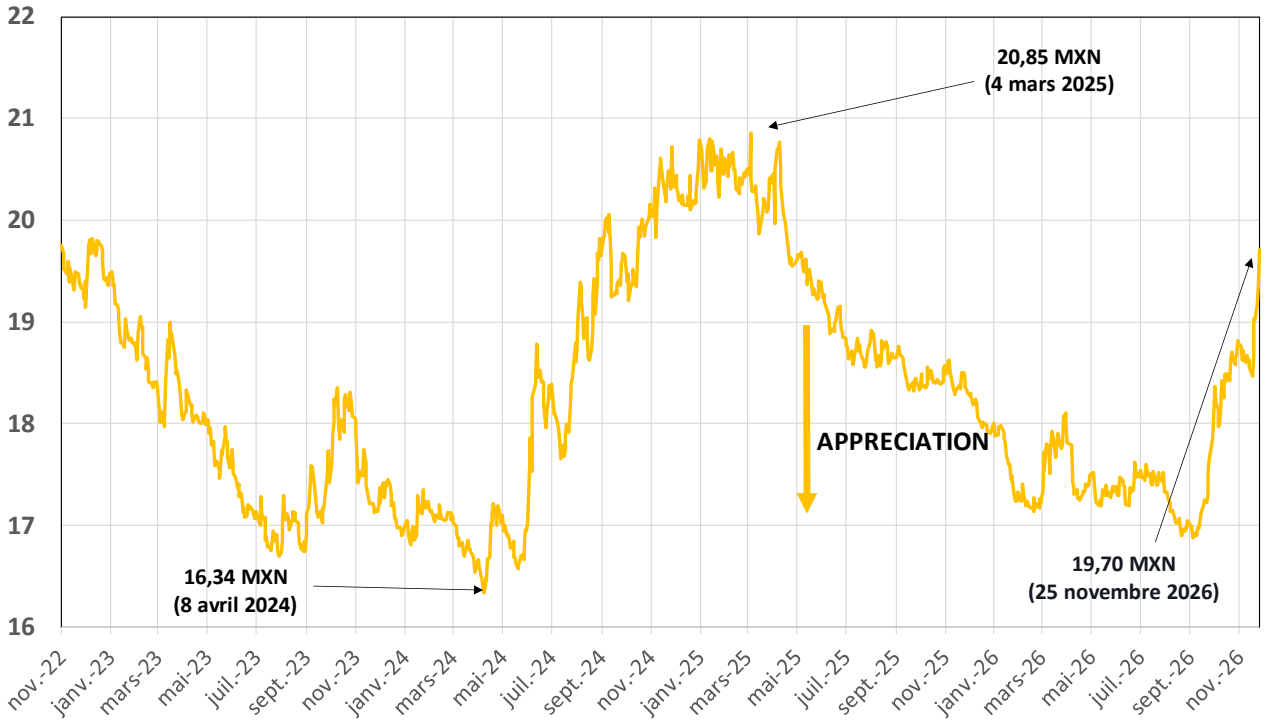
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

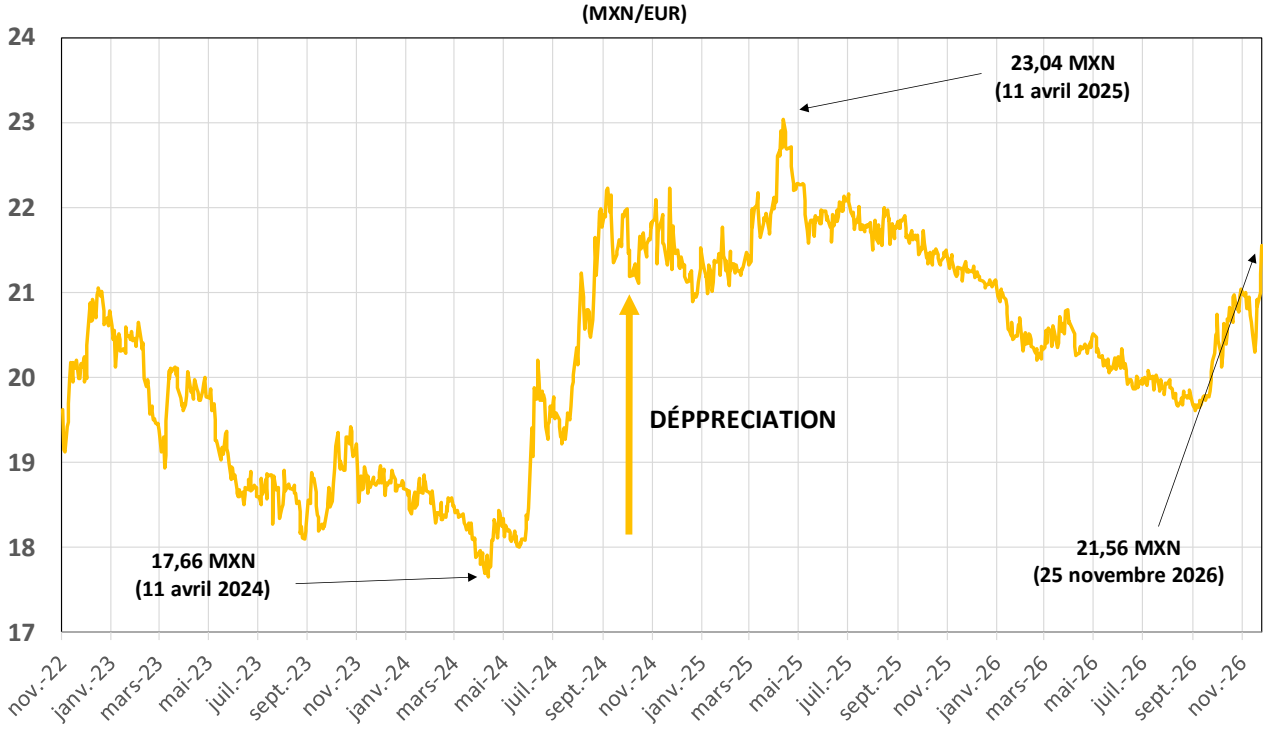
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

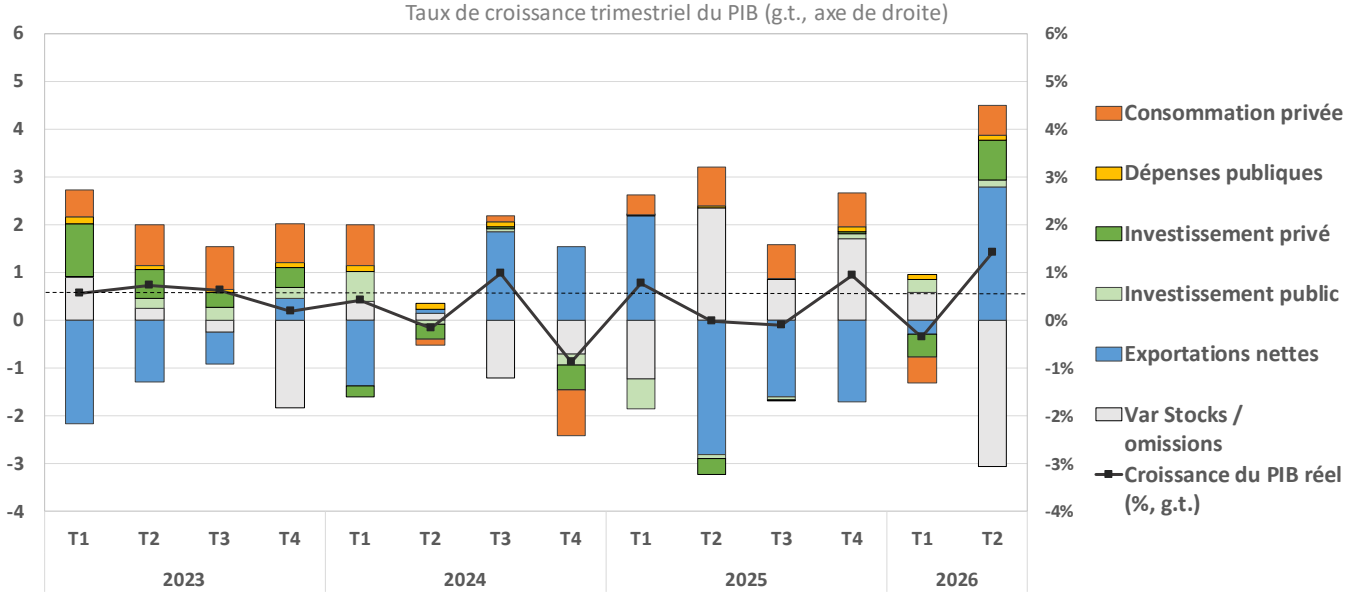
(MXN/EUR)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB RÉEL ET SES COMPOSANTS

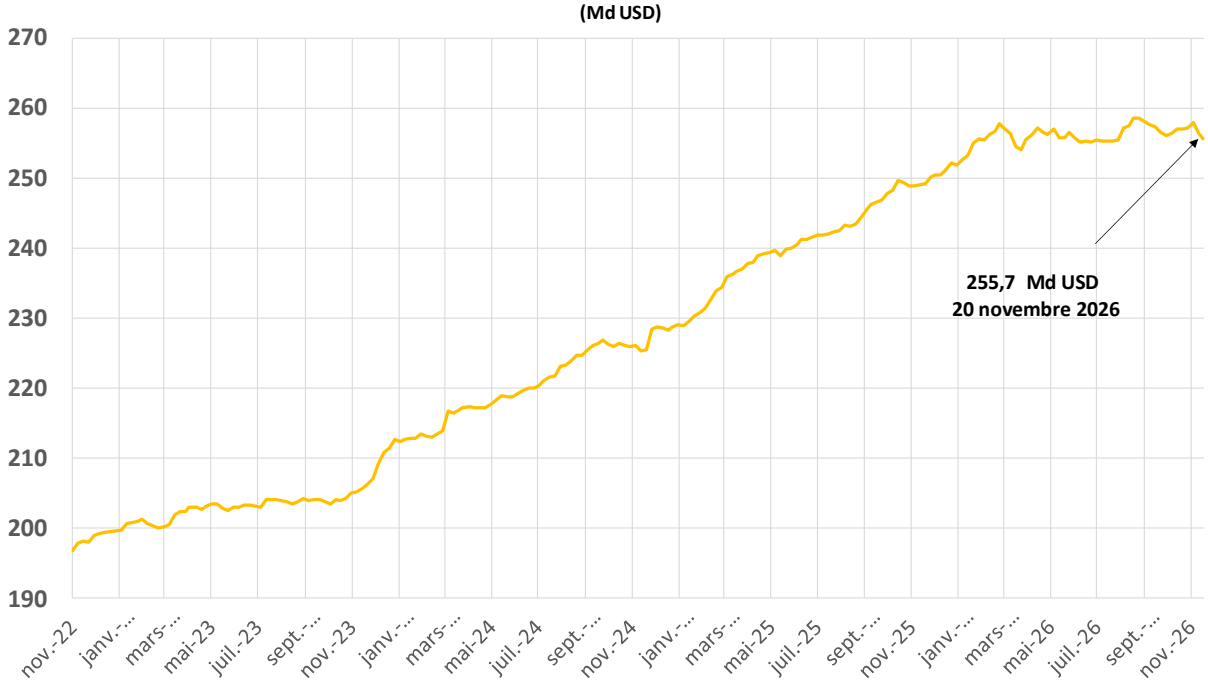
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche)
Taux de croissance trimestriel du PIB (g.t., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Md USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr